

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Côte d'Ivoire

N° 23 du 09.09.11 au 13.01.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Cote_dIvoire.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part :

Rober Bibeau : L'EXTRADITION ILLÉGAL DE GBAGBO DE SON PAYS NATAL !

Laurent Gbagbo a dénoncé devant la CPI les conditions de son arrestation.

Simplice Allard : Libération provisoire de Gbagbo : Deux chefs d'Etat prêts à payer la caution.

CPI-Côte d'Ivoire: Gbagbo gagne son premier combat à la Cpi.

1 Côte d'Ivoire occupée :

Manifestation de partisans de Gbagbo devant la prison de la "CPI" à La Haye.

Letemps : "Libérez Gbagbo!", scandent les Ivoiriens devant la CPI à La Haye.

2 Politique

2-3 Sur le terrain

IRIB : Côte d'Ivoire : faible participation aux élections législatives.

Boga Sivori : Laurent Akoun, SG du FPI : "Les Ivoiriens ont mis KO Ouattara et la France".

3 Politique internationale

France

Abidjandirect : Guerre de la France contre Gbagbo et la Côte d'Ivoire, la CPI nouveau théâtre des opérations.

4 Dossier

4-1 Droits de l'Homme: "il est temps de se demander quel est cet homme qui a des droits et quels sont ces droits".

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 COTE D'IVOIRE : POURQUOI LA FRANCE EN VEUT A GBAGBO !

Tiré à part :

Rober Bibeau : L'EXTRADITION ILLÉGAL DE GBAGBO DE SON PAYS NATAL !
EXILÉ - LIVRÉ AUX AFFRES DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Laurent GBAGBO est coupable d'avoir perdu la guerre fratricide contre Allasanne OUATTARA, le nouveau Président de la Côte d'Ivoire choisi par Nicolas SARKOZY au nom de la "communauté internationale" - lire ici le rassemblement de quelques chefs d'État représentant les anciennes puissances impérialistes occidentales décadentes.

Dans la nuit sombre du 29 novembre 2011, subrepticement, un avion furtif décolle secrètement de la base militaire des forces d'occupation française - le 43e BIMA d'Abidjan - direction La Haye aux Pays-Bas où Laurent GBAGBO sera incarcéré pour n'avoir pas accepté de capituler et pour s'être rebellé contre l'armée d'occupation française. La loi du milieu a ses règles que GBAGBO ne pouvait transgresser, pas plus que KADHAFI après lui, le révolté qui a expié son péché, assassiné par les mercenaires de l'OTAN de la façon que vous savez... (1).

L'ex-premier ivoirien, capturé par l'armée de SARKOZY, est livré tel les esclaves d'antan, un "cadeau" du nouveau Président ivoirien stipendié - élu par l'Élysée - aux autorités de la Cour pénale internationale (CPI) de triste renommée, pour être accusé de crimes contre l'humanité. Nous aurions quant à nous plutôt songé à monsieur SORO, le nouveau Premier ministre de la Côte d'Ivoire, "recherché" depuis l'année 2002 pour crimes contre l'humanité ivoirienne, crimes commis dans le nord du pays divisé - séparé - par ses sbires et ses mercenaires sur-armés ! Mais voilà, l'histoire a la mémoire écourtée et les récents vaincus ont préséance sur les anciens à la barre des accusés de cette Cour déshonorée.

Pendant ce temps les insignifiants soldats de l'ONUCI (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire) paradent dans les rues éventrées, inutiles observateurs des mercenaires para-militaires de OUATTARA-SORO affublés d'uniformes de l'armée ivoirienne dans le but de légaliser leurs crimes anticipés.

En plus de s'afficher dans les rues délabrées, l'ONUCI se préoccupe aussi d'accréditer l'élection ivoirienne bidon (11.12.2011) - à laquelle plus d'un millier d'aspirants aux prébendes de député - se pressent pour obtenir accès à l'assiette au beurre gouvernementale avec pour seul programme électoral de ne pas déplaire au nouveau maître du palais présidentiel. Eh oui ! Au milieu de cette misère désespérée, les remplaçants des anciens rois nègres d'antan se pavanent dans des palais de pacotille pendant que leur peuple meurent affamé dans des taudis surpeuplés. Triste Afrique bafouée, outragée, suppliciée.

COUP MONTÉ CONTRE L'EXTRADÉ

L'expatrié - illégalement incarcéré et illégalement exilé de son pays de naissance, a été " pressément réclamé " par la CPI, suite à une rencontre secrète entre le gestionnaire arbitraire de ce tribunal à tout faire (l'outrecuidant Luis Moreno OCAMPO dont ce n'est pas la première billevesée) et le Président OUATTARA - affidé attitré à cette possession d'Afrique française néo-colonisée. C'est ainsi que le Président ivoirien, soi-disant garant de la constitution de ce pays indivisible - susurre la chanson sur les ondes de la télévision - joue le thuriféraire de son ami coreligionnaire de la République française électoralement très agité.

Pourquoi un tel empressement du Président ivoirien à livrer l'africain aux "geôliers européens" à la veille des élections de la pseudo "Vérité et Réconciliation" ? Tous les ivoiriens de cette terre mortifère savent pertinemment que chacune des factions a commis des exactions. Chaque famille ivoirienne a perdu un enfant, un parent, aux mains de l'un ou de l'autre camp, certains dans les années quatre-vingt dix, d'autres en 2002, les derniers en 2010, car ici les guerres de succession sont légion pour le contrôle de l'appareil d'État distributeur de commissions, de maigres emplois sous corruptions, de petits contrats pour croupions ; ici est permanente cette engeance sévissant en néo-colonie de la France "mère patrie" spoliatrice. Rien de nouveau sous la lune en cette terre tropicale au soleil éternel...à la misère perpétuelle (2).

Devant une telle situation deux options s'offraient au Président croupion. Ils y passaient tous - équitablement - inexorablement - lui y compris, ou alors, les parties négociaient en douce la paix des braves et la "Réconciliation nationale". Monsieur SORO, le nouveau Premier ministre, le criminel de guerre "oublié" de 2002, plutôt que de se taire pudiquement - étale son arrogance sur les ondes publiquement - et les médias français à la solde lui font écho. SORO le nouveau héraut, réclame la peine capitale pour les perdants repentants parce qu'ils ont le tort d'être du mauvais bord - quel atavisme accable ce tyran récidiviste ?

Quelle réconciliation nationale peut-on espérer quand le vainqueur triomphant se venge en toute impunité du vaincu emprisonné, humilié, et quand moult prisonniers politiques sont toujours incarcérés, maltraités, torturés, empilés dans des geôles oubliées. Les sbires et les mercenaires de OUATTARA-SORO déguisés en soldats, arpentent les rues des cités outragées ; toutes les universités du pays seront fermées pour les deux prochaines années en Côte d'Ivoire éplorée. Rien à faire de cette "Réconciliation" avec l'oppression murmurent les ivoiriens enragés notamment à l'encontre des éditorialistes de Paris qu'ils détestent royalement (3).

LE VALEUREUX PEUPLE IVOIRIEN

Je suis en ce pays depuis peu, pourtant, ce temps m'a suffi pour constater l'immense courage de ce peuple souriant, aimable, généreux, chaleureux, valeureux, industriel, fier, amer et ulcéré au pays des chocolatiers. Si du moins le peuple ivoirien bénéficiait des revenus mirobolants générés par ces bouchées chocolatées - savez-vous à quel prix ils sont payés ces métayers exploités comparé au montant qui nous est réclamé à nous d'Occident, par les nouveaux négriers de la modernité (Nestlé, Lynds, Mars, etc.) pour cette denrée recherchée ?

Ils sont 22 millions de citoyens - 1 036 dollars US de revenu annuel moyen (148e rang mondial) - la misère généralisée se constate chaque jour sur la chaussée des villes polluées, alors que quelques députés, ministres, juges, mandarins, hauts gradés de l'armée et des milices privées ainsi que quelques industriels caféiers et planteurs exploités, tout au plus quelques milliers de riches planteurs, se partagent quelques bénéfices sporadiques, prébendes fragiles, salaires de sous-fifres dont ils se contentent faute de mieux, misérables gueux (4).

Quand on ne contrôle pas son armée, ses tribunaux, ses alliés, son économie, ses frontières, sa terre et ses ressources aurifères, comment faire pour gérer ou administrer ? De toute façon, ils savent tous ce qu'il en coûte de souhaiter la liberté contre le maître de curée...logé à l'Élysée.

Dans le petit matin, ils sont des millions anxieux - marchant bruyamment sous le soleil levant, déjà brulant, pressant le pas vers leurs étals chambranlants, vers leurs boutiques déclinées, vers leurs bureaux surchauffés - s'ils ont un emploi ce qui est rare en cet endroit - vers nulle part pour certains - vers le coin de la chaussée pour les autres, vers l'office d'une succursale quelconque d'une multinationale

moribonde, où les uns offrent leurs babioles à un prix de famine, où les autres offrent leur savoir pour un salaire dérisoire, et les derniers leur labeur pour quelques francs sans valeur (650 F CFA = 1 Euro). Tous ces gens qui déambulent lentement ou circulent en taxis pétaradants ou s'entassent dans les bus tonitrueux, ce matin ensoleillé, ne connaissent pas encore le forfait méprisable de la nuit, l'extradition de leur ex-Président - élu démocratiquement quoi qu'en disent ceux de Paris - qui n'étaient pourtant nullement concernés - et leurs complices en ce pays, ainsi que tous ces lâches médias à la solde, d'ici et d'ailleurs, qui ont répété le mensonge à satiété jusqu'à ce que vous le gobiez.

Ses geôliers - nouveaux négriers - l'ont livré pour l'humilier, lui et tout son peuple ostracisé, pour faire exemple et pour briser leur résistance à l'avant veille de la mascarade électorale législative prévue pour la mi-décembre (11.12.2011) et à la veille de ces spectacles chauvins de "Réconciliation nationale " programmés pour le début décembre. On n'amorce pas une campagne de "Vérité et Réconciliation" par la livraison de ses ex-compagnons d'armes à une cour pénale manipulée par des puissances internationales (5).

Ils seront des millions à faire abstention lors de ces élections bidons - Ce sera leur moyen d'expression...en attendant le prochain soulèvement de cette population (6).

(1) <http://www.legrandsoir.info/Le-parricide-La-guerre-civile-en-Libye.html>

(2) <http://www.centpapiers.com/massacres-en-cote-d%e2%80%99ivoire-%c2%ab-liberee-%c2%bb-par-les-colonisateurs-francais/66712>

(3) http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/11/29/laurent-gbagbo-inculpe-par-la-cour-penale-internationale_1610832_3212.html

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/laurent-gbagbo-un-aller-simple-pour-la-haye_1056612.html

(4) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_\(PPA\)_par_habitant](http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_(PPA)_par_habitant)

http://fr.wikipedia.org/wiki/C%C3%B4te_d'Ivoire

(5) Les 3 et 4 décembre 2011 s'amorçait une série de spectacles pour la " Réconciliation nationale ". Quelques dizaines d'artistes ivoiriens chantent l'amour, la paix, la réconciliation et le pays "indivisible" et autres refrains chauvins, déplacés, après cette trahison et la mortification imposée aux magistrats et aux juges contrits, obligés de faire leur mea culpa pour avoir dit la vérité qu'ils sont contraints de répudier et de renier. Le peuple ivoirien reste imperturbable et le parti politique dirigé par Laurent GBAGBO (FDI) s'est récemment retiré de cette mascarade et plusieurs partis politiques ivoiriens boycottent ces élections bidons empressées (11.12.2011).

(6) <http://www.legrandsoir.info/alassane-ouattara-ou-la-soumission-sans-equivoque-de-la-cote-d-ivoire.html> et CNRD

Robert Bibeau

7.12.2011

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=3271>

<http://www.centpapiers.com/l%e2%80%99extradition-de-laurent-gbagbo/89096>

<http://www.eburnienews.net/politique/communiqu%C3%A9-du-cnrd-suite-a-la-deportation-du-president-laurent-gbagbo/>

Laurent Gbagbo a dénoncé devant la CPI les conditions de son arrestation.

LA HAYE – Voici les principales déclarations de Laurent Gbagbo, qui a dénoncé les conditions de son arrestation “sous les bombes françaises” le 11 avril, lors de la première comparution de l’ex-président ivoirien, devant la Cour pénale internationale (CPI), à La Haye :

."Mes conditions de détention ici à La Haye sont correctes, les conditions normales de détention d'un être humain (...) ce sont les conditions de mon arrestation qui le sont moins".

."J'ai été arrêté le 11 avril 2011 sous les bombes françaises".

."Le 11 avril, pendant qu'on bombardait la résidence qui était déjà à terre, pendant qu'on se cachait, une cinquantaine de chars français ont encerclé la résidence pendant que les hélicoptères la bombardaient. C'est dans ces conditions-là que j'ai été arrêté (...) c'est l'armée française qui a fait le travail".

."J'ai vu devant moi mourir mon ministre de l'Intérieur. Mon fils aîné, qui est encore détenu en Côte d'Ivoire, je ne sais pas pourquoi on l'a arrêté, peut-être parce qu'il est mon fils, je l'ai vu battu".

Sur ses conditions de détention en Côte d'Ivoire :

."J'étais logé dans une maison, j'avais un lit, une moustiquaire, une douche, j'avais deux repas par jour (...) mais je ne voyais pas le soleil. Je ne savais ce qu'il se passait dans le ciel que quand il pleuvait sur le toit."."Maître Altit (son avocat, ndlr) est venu jusqu'à Korhogo pour me voir et on l'a empêché de me rencontrer. Ca a été tout le temps comme ça : une bataille entre mes avocats et mes geôliers."

."Ca, ce n'était pas correct. Là aussi, je vais m'arrêter parce que ce n'est pas une séance pour apitoyer les gens, j'essaie de décrire ce qu'il y a à dire : l'enfermement sans pouvoir marcher, sous pouvoir voir le ciel, sans pouvoir sortir".

."J'ai eu de nouvelles pathologies en plus de celles que j'avais déjà. Et je ne suis plus un jeune homme, comme vous le voyez madame, je ne suis plus un jeune de 20 ou 30 ans. J'ai aujourd'hui 66 ans. Aujourd'hui, j'ai mal à l'épaule, j'ai mal à tout le poignet".M. Gbagbo a en outre assuré ne pas avoir été prévenu de son transfert dans la nuit de mardi à mercredi, au centre de détention de la CPI :

."Je suis venu sans rien, sauf avec ma chemise et mon pantalon, sans rien du tout".

<http://www.ivoirediaspo.net/laurent-gbagbo-a-denonce-devant-la-cpi-les-conditions-de-son-arrestation/>

Simplice Allard : Libération provisoire de Gbagbo : Deux chefs d'Etat prêts à payer la caution.

Depuis sa première comparution devant les juges de la Cour pénale internationale (Cpi), le 5 décembre 2011, Laurent Gbagbo ne fait que monter dans l'estime des partisans de la démocratie et de la justice. Un courant de sympathie qui va crescendo de la Côte d'Ivoire sa patrie et qui parcourt le monde entier, du continent noir, l'Afrique, terre de ses ancêtres à l'Europe en passant par les Amériques et l'Orient. Une unanimité dans le soutien sans faille et la solidarité au président Gbagbo qui fait bouger les lignes jusque-là rigides des puissances impérialistes. Au point où il est aujourd'hui possible de téléphoner au Président Laurent Gbagbo à la Cpi, possible de lui écrire et de lui rendre visite. Selon des informations en notre possession, il est désormais également possible d'appeler le Woody de Mama de sa prison de la Haye au numéro de téléphone 003170 515 8515. Bien sûr, en demandant à parler au détenu Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire, et vous aurez droit à quelques instructions à suivre de la part du garde pénitencier. L'on peut également rendre visite au Président Laurent Gbagbo, il suffit de le lui notifier par une demande adressée à la Cpi à l'adresse électronique suivante: visits@icc-cpi.int. Ce n'est pas tout, d'autres moyens de rapprochements ou de manifestations de soutien ont été prévus. Par exemple, la voie postale pour ceux qui voudraient bien lui envoyer des fleurs, des mots de soutien et lui marquer leur attachement. Ceux-là pourraient écrire à l'adresse postale suivante : Son Excellence Monsieur Le Président Laurent Gbagbo ; Boîte Postale 195192500 CM, La Haye Pays-Bas. Ces facilités qui lui étaient interdites dans sa prison de Korhogo et auxquelles a droit le président Laurent Gbagbo depuis qu'il se trouve à la Cpi en Hollande est le résultat

d'une forte pression internationale qui s'abat sur cette institution dont la réputation et la crédibilité se jouent. Le phénomène Gbagbo intéresse tout le monde. Le 5 décembre 2011, jour de sa première comparution publique, c'était déjà 190 chaînes de télévisions et de radio qui faisaient la retransmission directe du procès. De nombreux journalistes, sociologues et analystes politiques lui ont consacré des ouvrages. Le dernier ouvrage en date et qui fait sensation est celui du journaliste Camerounais Charles Onana, il est intitulé «Côte d'Ivoire : le coup d'Etat». Ce livre est un condensé des confidences exclusives du Président Laurent Gbagbo sur la journée du 11 avril 2011, jour de son arrestation à sa résidence de fonction à Cocody par l'armée française. Des anciens chefs d'Etat d'Afrique se mobilisent également pour le Président Laurent Gbagbo. Le Sud-Africain Thabo Mbeki lui consacre des contributions dans la presse, des épilogues entiers et des préfaces dans des livres des écrivains qui le sollicitent. Le Ghanéen Jerry Rawlings se veut plus corsé lorsqu'il parle des événements survenus en Côte d'Ivoire : «l'Afrique ne peut pas se taire», crie-t-il son indignation face à l'injustice. L'ancien président du Ghana s'était investi corps et âme pour arriver à un dénouement pacifique de la crise ivoirienne, mais il n'a pas été suivi par les va-t'en guerre qui en voulaient coûte que coûte à la place de Laurent Gbagbo pour la remettre à un dirigeant de leur goût, plus malléable. Deux chefs d'Etat, l'un d'un pays de l'Amérique du sud et l'autre d'Afrique de l'Est dont nous taisons volontairement les noms se sont proposés, selon nos sources, à payer la caution de «mise en liberté provisoire» du Président Laurent Gbagbo, au cas où la situation l'imposait à la Cour pénale internationale (Cpi). «Je ne me rappelle pas avoir donné un mandat à quiconque pour un bombardement aérien sur la Côte d'Ivoire. Nous ne soutenons pas nécessairement ce que nous n'avons pas voté.» Réagissait la ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du sud, Madame Maite Nkoana-Mashabane qui a participé au vote de la résolution 1975, adoptée le 30 mars 2011 par l'Onu. C'est cette résolution qui a été prétextée par l'armée française avant de bombarder la résidence du Président Laurent Gbagbo où plusieurs dizaines de jeunes civiles aux mains nues ont été atrocement assassinés. «C'est l'armée française qui a fait le travail, et elle nous a remis aux forces d'Alassane Ouattara qui n'étaient pas encore les forces régulières de la Côte d'Ivoire, parce que les forces régulières travaillaient avec moi». Témoignait, le 5 décembre 2011 devant la Tribunal pénal international, pour sa part le Président Gbagbo dont l'art oratoire continue de donner l'insomnie aux puissances impérialistes. Les téléspectateurs qui ont pu suivre l'entretien réalisé par la télévision Al Jazirah avec Luis Moreno Ocampo se sont vite rendu compte que le procureur de la Cpi avait perdu les pédales face aux questions pertinentes du genre : «pourquoi sont-ce les dirigeants africains seulement qui sont jugés par votre cour de justice ?». Al Jazirah est l'œil du monde arabe qui vient s'ajouter à la longue liste des curieux. Le monde entier veut comprendre pourquoi cet acharnement sur un président légalement élu par son peuple. Ces pressions enclenchées par ce courant de sympathie, de solidarité de par le monde à l'endroit du célèbre prisonnier s'expliquent particulièrement par des faits et des chiffres contemporains. En effet, Laurent Gbagbo, c'est indéniable, est le père de la démocratie en Côte d'Ivoire. Par la lutte du Front populaire ivoirien (Fpi) parti qu'il a fondé, le régime néocolonialiste du président Houphouët-Boigny a cédé au multipartisme. Il est le chef d'Etat qui a interdit l'emprisonnement des journalistes dans son pays, celui qui a ordonné de façon légale le financement des partis politiques pour l'exercice de leurs activités. L'histoire de Laurent Gbagbo rime avec exil (1982), prison (1974, 1992), attentats physiques, accidents de voitures occasionnés par des adversaires politiques au plan national. Ceux-ci voyaient déjà en lui le futur président de la République. En lui aussi des dirigeants occidentaux voyaient un potentiel dirigeant panafricain, un nationaliste qui menacerait leurs intérêts. Professeur d'Histoire, Laurent Gbagbo est auteur de plusieurs publications qui font référence. Universitaire, très cultivé, Laurent Gbagbo est un personnage qui annonce à l'avance à travers des livres, ce qu'il ambitionne de faire pour son pays ; contrairement à ses adversaires politiques nationaux. Son dernier ouvrage «Côte d'Ivoire : bâtir la paix sur la démocratie et la prospérité», sorti à deux mois de la campagne présidentielle, est un condensé de l'amour qu'il porte à son pays. Cet ouvrage est un coup projecteur sur tous les secteurs d'activité susceptibles de procurer du bonheur à ses concitoyens. Laurent Gbagbo l'a réalisé avec le concours de trois cent (300) experts chacun dans sa spécialité sous la supervision du Premier ministre Pascal Affi N'Guessan alors président du comité desdits experts. Lors des grandes conférences internationales, Laurent Gbagbo s'est toujours montré brillant. Ses ex-homologues ne manquaient pas de lui soumettre certains travaux de réflexion. Comme c'est le cas, à Yamoussoukro en 2008, de la réflexion portant sur les transports dans la sous région ouest africaine. Il en est de même en 2009, toujours à Yamoussoukro, des travaux sur l'autosuffisance en énergies, en

Afrique de l'ouest, zone potentiellement riche. Le tout reposant sur un système de prélèvement ou de taxation par Etats selon le volume de ses transactions transfrontalières et les potentialités locales. Il ne comprenait pas que des pays naturellement dotés en ressources puissent être déficitaires en énergie électrique... Tribun vénéré, Laurent Gbagbo pèse à lui tout seul 51% de l'électorat lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de novembre 2010. Résultat confirmé en sa première qualification par le Conseil constitutionnel seul juge des élections en Côte d'Ivoire dont «le jugement n'est susceptible d'aucun recours». Il s'est toujours proclamé «enfant du peuple» et son peuple le lui rend bien. Les dernières élections législatives du 11 décembre 2011 ont conforté son charisme et sa popularité. Il a suffi que ses partisans lancent un mot d'ordre de boycott des dites élections législatives pour que toute la machine du régime Ouattara s'enrhume. Même la presse occidentale a qualifié le taux de participation à ces élections législatives de «désert électoral». Ce, en dépit du gonflement dudit taux à (36%) par la Cei six jours après la fermeture des bureaux de vote. Un peu plus 14,33% de participation, selon des observateurs libres. Ce, malgré l'appel du président Ouattara à l'endroit des populations à exercer leurs droits civiques, intervenu samedi après fermeture des campagnes. Pour certains observateurs de la scène politique ivoirienne, les élections législatives viennent confirmer le poids réel des acteurs politiques nationaux. Laurent Gbagbo y compris. En effet, l'ex-chef d'Etat déchu demeure de très loin l'homme politique le plus populaire de son pays, malgré son éloignement à environ 13 mille km de la Côte d'Ivoire. Ce 80% de taux d'abstention pourrait s'expliquer par l'appel au boycott de ses partisans. Il rejoint le taux de participation lors du référendum 2000 sur le vote de la Constitution ivoirienne. A cette époque, les Ivoiriens devaient voter entre le «Oui» qui signifie que le candidat à l'élection présidentielle doit «être Ivoirien de père et de mère eux-mêmes Ivoiriens» et le «Non» qui signifiait «être Ivoirien et de père ou de mère Ivoirien». Le «Oui» l'avait emporté à 82%, c'est-à-dire que le candidat doit être né Ivoirien et avoir son «père et sa mère eux-mêmes Ivoiriens», répondant ainsi à l'appel du président Gbagbo, déjà à cette époque. La forte mobilisation du monde entier autour du président Gbagbo s'explique forcément, aussi, par les crimes commis par la rébellion pro-Ouattara, avant, pendant et après le 11 avril 2011. En témoignent les rapports d'enquêtes de Human Right Watch, Amnesty Internationale, Commission internationale sur la guerre en Côte d'Ivoire ainsi que la Fédération nationale des victimes de la guerre en Côte d'Ivoire qui regroupe 27 Associations. Qui accusent ouvertement les rebelles qui doivent subir la rigueur de la loi de la Cour pénale internationale. Pour avoir commis «le génocide, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité», selon les articles 5 et 6 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. De fait, le 6 octobre 2002 à Bouaké, 61 gendarmes, 61 enfants et 7 civils ont été exécutés. Le 21 décembre 2002 à Sakassou, neuf (09) personnes ont été fusillées à bout portant cinq (05) parmi elles sont des femmes danseuses traditionnelles d'Adjanou. En 2004, à Korhogo, l'opinion nationale et internationale découvrait un charnier de 99 corps dont 66 morts asphyxiés dans un conteneur fermé. Ces infortunés, des combattants de la faction pro-Ibrahim Coulibaly vaincus, ont été placés au soleil pendant quatre (4) jours par le chef de guerre Fofié kouakou. Ce dernier est d'ailleurs sous embargo de l'Onu. Le 31 mars 2005, c'était l'horreur et la consternation à Guitrozon où 150 personnes d'ethnie Wê étaient exterminées. Le 28 mars 2011 encore à Duékoué le monde découvrait une nouvelle fois le massacre de 800 personnes d'Ethnie Wê. Des partisans du président Laurent Gbagbo sont systématiquement exterminés après le 11 avril 2011. Ces scènes atroces se déroulent à Abidjan notamment dans la vaste commune de Yopougon majoritairement acquise à la cause du chef d'Etat déchu, mais aussi dans les villes et villages de Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo légalement élu président de la République, à l'issue de l'élection présidentielle de novembre 2010 avec plus de 51% de voix du peuple ivoirien selon le Conseil constitutionnel de son pays a été déchu, le lundi 11 avril 2011 par les puissances étrangères dirigées par la France, les Etats-Unis d'Amérique et l'Organisation des nations unies (Onu). Arrêté cet historique 11 avril 2011, il est d'abord remis aux forces d'Alassane Dramane Ouattara qui n'étaient pas à cette époque des forces républicaines – Laurent Gbagbo ayant prêté serment devant le Conseil constitutionnel -, puis déporté dans l'ancre de la rébellion au nord précisément à Korhogo. D'une prison gardée secrète – une trois pièces où il ne «voyait pas le soleil» et n'imaginait le temps que lorsque «la pluie tombait sur le toit», selon les révélations lors de sa première comparution le 5 décembre dernier, de l'ex-président déchu, Laurent Gbagbo est transféré le 29 novembre 2011 à la Cour pénale internationale.

Simplice Allard al08062317@yahoo.fr

CPI-Côte d'Ivoire: Gbagbo gagne son premier combat à la Cpi.

Le président ivoirien renversé Laurent Gbagbo a finalement obtenu d'un greffier de la Cour pénale internationale l'aide judiciaire que réclame depuis trois semaines un de ses avocats, Maître Emmanuel Altit. Il est présumé «indigent», selon Le Figaro. Qui affirme : «Malgré les investigations engagées dès son transfèrement hors de Côte d'Ivoire, l'enquêteur financier mandaté par la CPI n'a en effet trouvé aucune trace d'avoirs attribuables à l'ex-homme fort d'Abidjan».

«Un examen préliminaire () laisse penser, a priori, que le demandeur ne dispose pas de ressources suffisantes pour prendre en charge tout ou partie des coûts de sa représentation légale devant la cour», indique la décision rendue par le greffier Esteban Peralta Losilla. Qui s'empresse de dire que l'aide judiciaire octroyée ne l'est qu'à titre provisoire, la CPI n'ayant pas renoncé à trouver des biens à Gbagbo, «auquel des rumeurs jamais confirmées ont notamment prêté des avoirs aux Etats-Unis et en Afrique du Sud», affirme Le Figaro.

Les leçons de cette révélation du Figaro sont simples et limpides : après plus de cinq semaines d'enquêtes sur «les avoirs de Gbagbo à l'étranger», la CPI n'a rien trouvé. Et pourtant, ce n'est faute de méthode et de volonté de bien chercher de la part des enquêteurs de la CPI. En effet, selon les informations, les recherches menées dans le but de découvrir la masse d'argent que Laurent Gbagbo et son régime auraient cachée à l'étranger, ont lourdement bénéficié de la collaboration zélée des nouvelles autorités d'Abidjan, ainsi que celle non moins zélée des dirigeants français et de pays occidentaux. C'est dans le but de pouvoir trouver des preuves qui accablent Gbagbo et son régime que depuis février 2011, sous la conduite de Nicolas Sarkozy, le clan Ouattara au pouvoir a gelé les avoirs de plus de 400 familles innocentes en Côte d'Ivoire. Or, voilà que malgré toutes ces méchancetés racontées et exercées sur le compte et contre le président Gbagbo et tous ses proches, aucune fortune cachée ni aucun bien immobilier n'ont été découverts portant la trace des Refondateurs ivoiriens. Et pourtant, sur le continent européen, tous les «biens mal acquis» des présidents africains sont proprement documentés. En Côte d'Ivoire, il est de notoriété publique que, Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara, les rivaux qui accusent le président Gbagbo de crimes économiques aujourd'hui, jouissent eux-mêmes de riches patrimoines immobiliers et autres dans l'Hexagone. Au contraire de ces chouchous de la France, Laurent Gbagbo, le chef d'Etat le plus détesté par la «communauté internationale» en Afrique s'avère être, au terme de l'enquête de la CPI, le plus honnête et le plus patriote des présidents ivoiriens.

Du coup, le président Laurent Gbagbo, déclaré vainqueur de l'élection présidentielle ivoirienne par le Conseil constitutionnel mais renversé par l'armée française, vient de remporter une victoire importante à la CPI. Gbagbo n'a aucun bien, ni bien acquis ni mal acquis à l'étranger. A son corps dépendant, la CPI s'est engagée à prendre à sa charge, selon Le Figaro, «la rémunération d'un avocat, d'un assistant juridique et d'un gestionnaire de dossier ainsi que le remboursement des frais engagés par la défense de Laurent Gbagbo à hauteur de 76 000 euros (49,83 millions FCFA) ». Fini les accusations farfelues de crimes économiques contre le président Laurent Gbagbo. La fierté de l'Afrique digne et souveraine.

César Etou
Notre Voie/

09/01/2012

<http://www.afriquejet.com/justice-gbagbo-2012010931146.html>

1 Côte d'Ivoire occupée :

Manifestation de partisans de Gbagbo devant la prison de la "CPI" à La Haye.

Deux cent cinquante personnes, selon la police, 500, selon les organisateurs, ont manifesté samedi, devant le centre de détention de la Cour pénale internationale, (CPI), à La Haye, où est écroué l'ancien Président ivoirien, Laurent Gbagbo, soupçonné de crimes contre l'humanité.

"On fête ici Noël avec le président et même s'il ne peut pas nous voir, nous pensons qu'il nous entendra", a déclaré à l'AFP, Abel Naki, Président du Congrès pour la Renaissance ivoirienne (CRI) et panafricaine, l'une des associations de la diaspora ivoirienne, qui avait appelé à la manifestation. Venus en cars, principalement, de France, les manifestants étaient rassemblés devant la prison à Scheveningen dans la banlieue de La Haye, où ils ont écouté de la musique et chanté des chants ivoiriens.

25/12/2011

<http://french.irib.ir/info/afrique/item/160501-manifestation-de-partisans-de-gbagbo-devant-la-prison-de-la-cpi-%C3%A0-la-haye>

Letemps : "Libérez Gbagbo!", scandent les Ivoiriens devant la CPI à La Haye.

"Libérez Gbagbo, libérez Gbagbo!" : venus de plusieurs pays d'Europe, des centaines d'Ivoiriens ont manifesté samedi à La Haye devant la Cour pénale internationale (CPI) qui soupçonne leur ancien président de crimes contre l'humanité commis lors des violences post-électorales de fin 2010-début 2011.

Au nombre de 600 selon la police néerlandaise, 2.000 selon les organisateurs, les partisans de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo étaient rassemblés devant un podium installé dans la rue longeant la Cour, un imposant bâtiment blanc d'une douzaine d'étages dans la banlieue de La Haye. "Nous sommes ici pour manifester notre soutien au président Gbagbo", explique à l'AFP l'un des organisateurs du rassemblement,

Seri Zokou, avocat à Bruxelles et membre de l'équipe de défense de l'ex-chef d'Etat. "Nous demandons à la Cour pénale internationale de faire venir ici les vrais responsables des massacres en Côte d'Ivoire, MM. Alassane Ouattara,

Soro et les chefs militaires", poursuit-il. Les manifestants étaient venus principalement de France mais aussi de Belgique et de Suisse, à l'appel du Comité de pilotage des actions de la diaspora (CPAD), une plate-forme de mouvements patriotiques pro-Gbagbo et panafricains, selon M. Zokou. "Laurent Gbagbo sortira de ce bâtiment libre,

Laurent Gbagbo n'est pas seul, le peuple africain est avec Laurent Gbagbo", lance depuis le podium le Togolais Gaétan Zoumaro, coordinateur du Cercle de réflexion et d'initiative pour un Togo démocratique. "On se sent solidaire du peuple ivoirien", dit-il pour justifier sa présence à La Haye.

Premier ex-chef d'Etat remis à la CPI, entrée en fonction en 2002, Laurent Gbagbo, 66 ans, est écroué à La Haye depuis le 30 novembre. Il était auparavant détenu dans le nord de la Côte d'Ivoire.

L'ancien chef d'Etat avait participé lundi à une première audience, de comparution initiale, au cours de laquelle il avait notamment dénoncé les conditions de son arrestation "sous les bombes françaises" le 11 avril à Abidjan. Parmi les manifestants, dont beaucoup portaient des bonnets et des écharpes oranges, blancs et verts, les couleurs du drapeau ivoiriens, l'ancien "Monsieur Afrique" du parti socialiste français, Guy Labertit, venu de Paris.

"C'est la première fois qu'il y a ici un rassemblement de soutien pour un prévenu de la CPI", souligne-t-il. "Je me devais de venir ici en tant qu'ami et politique", continue le socialiste. Il avait hébergé Laurent Gbagbo durant son exil en France dans les années 80 et espère lui rendre visite bientôt en prison.

L'ancien président ivoirien est soupçonné par la CPI d'être "coauteur indirect" de crimes contre l'humanité lors des violences post-électorales de 2010-2011, à savoir meurtre, viol, actes inhumains et

persécution commis par ses forces entre le 16 décembre 2010 et le 12 avril 2011. Son refus de céder le pouvoir à son rival et actuel président Alassane Ouattara avait plongé le pays dans une crise meurtrière qui avait fait 3.000 morts. Des élections législatives sont prévues dimanche en Côte d'Ivoire.

10/12/2011

<http://www.letempsdz.com//content/view/67145/1/>

2 Politique

2-3 Sur le terrain

IRIB : Côte d'Ivoire : faible participation aux élections législatives.

Les Ivoiriens se sont rendus, sans grande affluence, mais dans le calme, dimanche, aux urnes, pour élire leurs députés, au cours d'un scrutin capital, pour tourner la page d'une décennie de crise politico-militaire, mais boycotté par le parti de l'ex-Président Laurent Gbagbo. Ouverts, vers 7h (heures locale et GMT), les bureaux de vote ont, progressivement, fermé, vers 17h, et le dépouillement des bulletins a, aussitôt, débuté, ont constaté des journalistes de l'AFP, à Abidjan et Bouaké, (centre), l'ex-capitale rebelle. Les résultats de ce scrutin, organisé huit mois, jour pour jour, après l'arrestation de M. Gbagbo, sont attendus, dans la semaine. La coalition présidentielle est assurée d'avoir la majorité des 255 sièges de la nouvelle Assemblée, faute d'adversaires de poids, mais le score de ses deux principales composantes déterminera le rapport de forces, au sein du nouveau pouvoir.

12/12/2011

IRIB

Boga Sivori : Laurent Akoun, SG du FPI : "Les Ivoiriens ont mis KO Ouattara et la France".

Les élections législatives ont été pour les Ivoiriens, l'occasion de rejeter la politique d'Alassane Ouattara par un très faible taux de participation tel que la Côte d'Ivoire n'en a jamais connu. C'est pour donner son analyse à la suite de cette situation que le secrétaire général et porte-parole du FPI, Akoun Laurent, a animé, hier au siège du CNRD, une conférence de presse.

Le secrétaire général et porte parole du FPI est catégorique. Pour lui, le taux de participation pour les « législatives taillées sur mesure organisées par le pouvoir Ouattara tourne autour de 14,33% ». Les Fpi dit avoir obtenu ce chiffre suite au recoupement d'informations recueillies de diverses sources par cellule électorale mise en place pour contrôler, recouper et analyser les résultats sur le terrain.

Selon M. Akoun, il ressort des investigations des structure interne à son parti, que les militants du Fpi en particulier et les Ivoiriens en général en observé avec rigueur le mot d'ordre de boycott de l'élection législative lancé par la direction du Fpi.

Il a fait remarquer que Radio Côte d'Ivoire et Onuci-fm qui ont couvert en duplex les législatives, ont fait état du peu d'engouement des électeurs pour ces élections. Même si, selon lui, paradoxalement les

journalistes ont voulu sauver la situation par des commentaires contradictoires avec la réalité qu'ils ont eux mêmes observée sur le terrain.

La presse internationale, selon M. Akoun, a été plus explicite sur le désintérêt des Ivoiriens pour ces élections. Et M. Akoun de citer une dépêche de l'agence France presse (AFP) : « face à l'indifférence totale des Ivoiriens pour les législatives suite au mot d'ordre de boycott du FPI, Alassane Ouattara cherche électeurs ». En effet, quand le président Ouattara est allé voter aux environs de 12h, et quand il a constaté le manque d'affluence des électeurs, il a lancé un appel aux populations pour aller voter. Le porte-parole du FPI estime que cet appel de Ouattara est anticonstitutionnel, même s'il n'a pas été suivi.

Pour Laurent Akoun, le très faible taux de participation à ces élections confirme l'impopularité et l'illégitimité de Ouattara. En effet, a fait remarquer le porte-parole du FPI, le Patriote, journal de M. Ouattara avait barré, la veille de l'élection à sa Une : « Après la victoire, en route pour le pouvoir », parlant du nouvel homme fort du pays. Ce qui voulait dire que Ouattara n'avait pas le pouvoir depuis qu'il était parvenu au pouvoir. Et que ce sont les législatives qui devraient lui conférer ce pouvoir. Mais avec ce fiasco, les Ivoiriens viennent de refuser le pouvoir à Ouattara. Celui-ci devrait, selon Laurent Akoun, en tirer toutes les conséquences en démissionnant.

Le secrétaire général du FPI a par ailleurs dénoncé le caractère tribal qui va être imprimé au nouveau parlement. Ce parlement sera selon lui, à forte coloration nordique avec quelques ressortissants du pays Akan pour un pays qui compte plus de 60 ethnies. Un tel parlement ne peut être représentatif du peuple de Côte d'Ivoire.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore, le parti de Laurent Gbagbo par la voix de son porte-parole demande l'annulation du scrutin et la reprise des discussions avec l'opposition. « Les Ivoiriens, en suivant le mot d'ordre de boycott du FPI de façon impressionnante, infligent un KO à Ouattara et à la France. Tous les deux ont été vomis et le seront à jamais car le peuple Ivoirien ne se reconnaît pas en eux. En conséquence de ce qui précède, M. Ouattara et la France doivent en tirer toutes les conséquences. Ces législatives viennent de démontrer clairement que la présidentielle de 2010 a élu un candidat qui n'est pas M. Ouattara. Laurent Gbagbo et son parti le FPI restent et demeurent à la fois populaires et légitimes », a indiqué M. Akoun.

Mardi 13 Decembre 2011

Boga Sivori

3 Politique internationale

France

Abidjandirect : Guerre de la France contre Gbagbo et la Côte d'Ivoire, la CPI nouveau théâtre des opérations.

On peut l'affirmer sans risque d'exagérer : l'annonce la déportation de Laurent Gbagbo à la CPI, a eu, en Côte d'Ivoire comme partout ailleurs, l'effet d'une bombe. Son onde de choc n'a pas encore fini de secouer les ivoiriens et tous ceux qui, depuis lors, voyaient d'un mauvais œil l'arrestation et l'emprisonnement de celui-ci à Korhogo.

Pour le moment, Laurent Gbagbo est soupçonné de crimes contre l'humanité, de violations de droits de l'homme qui auraient été commis sous son autorité et dont on dénombre officiellement 3000 victimes.

Là-dessus, il faut être frappé de cécité, car toutes ces 3000 victimes le sont-elles du seul fait du camp Gbagbo ?

D'autre part, comment appeler les tueries et les actes inhumains perpétrés depuis 2002 à nos jours par la rébellion armée se faisant d'abord appeler forces nouvelles (FN), rebaptisée depuis peu, forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCD)? Sous quelle autorité ou au nom de qui ces crimes ont-ils été commis ? Comment des commanditaires avérés de crimes peuvent-ils accuser leurs adversaires devant la CPI, sans au préalable s'assurer qu'ils ne courent eux-mêmes aucun risque ? Toutes choses qui poussent certains à exprimer des suspicions légitimes quant à l'impartialité la CPI dans cette affaire. Mais, la réalité est là, implacable : Laurent Gbagbo, président élu par les ivoiriens et victime d'un coup d'état, au départ emprisonné à Korhogo, a été déporté à la Haye, où il croupit dans une cellule de prison.

Raisons profondes d'une déportation à la Cour Pénale Internationale.

A la lecture de l'actualité passée et récente de la Côte d'Ivoire, il n'est pas hasardeux d'admettre que cette déportation, s'inscrit dans la logique du plan bien orchestré par Sarkozy et Ouattara dans le but de "neutraliser" totalement le Président Laurent Gbagbo, à défaut de l'avoir physiquement éliminé. D'assurer surtout à Alassane Ouattara un mandat tranquille. Certes, le camp Ouattara se vante aujourd'hui, d'avoir laissé la vie sauve à Gbagbo, en comparaison à ce qui est arrivé au Colonel Kadhafi. Mais le fait ici, c'est que Laurent Gbagbo n'est pas Kadhafi et la Côte d'Ivoire n'est pas la Libye.

Laurent Gbagbo n'est pas que l'adversaire d'Alassane Ouattara, il est aussi celui du président français Nicolas Sarkozy. Car, au delà des discours angéliques dégoulinants de condescendances, la France s'est manifestement impliquée bien au-delà de « l'ingérence dans les affaires internes d'un état souverain » et a affiché de façon flagrante son parti-pris dans un différend électoral opposant deux adversaires politiques.

Comment en est-on arrivé là ? Laurent Gbagbo, aussitôt à la tête de l'état ivoirien, s'est résolument tourné vers un discours politique basé sur : « l'indépendance totale et la souveraineté ». Saisissant l'occasion devant un parterre d'entrepreneurs français exerçant en Côte d'Ivoire, il affirmait : « Je ne suis pas un sous-préfet français nommé en Côte d'Ivoire. Je suis un chef d'état élu ». C'est par ce discours et par des décisions courageuses aux commandes du navire ivoirien, qu'il a séduit plus d'un ivoirien. De même que par son refus de voir la Côte d'Ivoire spoliée de ses richesses et de subir l'hégémonie de l'occident. Selon des observateurs internationaux, le mandat de Laurent Gbagbo, aura manifestement provoqué la descente aux enfers de la France néo-colonialiste en Côte d'Ivoire. Au fil des années, cette France qui, naguère avait une mainmise totale sur ce pays, aura mordu la poussière, voyant s'échapper l'ex-pré-carré. La volonté de Gbagbo d'ouvrir, en toute souveraineté, la Côte d'Ivoire au reste du monde, de se tourner résolument vers des partenaires commerciaux autres que la France, ont fait de lui l'ennemi numéro un des intérêts français en Côte d'Ivoire. La France aura donc mal perçu le risque de perdre, avec Gbagbo, à tout jamais sa place de partenaire exclusif de la Côte d'Ivoire. Un tel personnage représente sans aucun doute une véritable menace pour la France et ses alliés occidentaux.

C'est pourquoi, selon l'avis d'observateurs, l'élection présidentielle de 2010 en Côte d'Ivoire, n'était qu'un prétexte pour faire partir Gbagbo "le populiste". Devant l'impasse électorale, la France n'a eu d'autres recours que la guerre. Une guerre qui est aujourd'hui loin d'être finie. Mieux, elle s'est déportée

à la CPI qui est, depuis peu, le nouveau théâtre de la guerre menée par la France contre la Côte d'Ivoire digne.

Laurent Gbagbo, ce prisonnier jugé "trop gênant", a été déporté à la CPI. A qui cela profit-il ?

Au plan national, les caciques du pouvoir Ouattara ne s'en sont pas cachés : selon eux, Gbagbo hors de Côte d'Ivoire, cela faciliterait la réconciliation nationale. Mais il s'agit en réalité de priver l'opposition de son leader charismatique. De faire disparaître, à l'usure, du cœur des ivoiriens toutes les idées nobles qu'incarne l'illustre prisonnier de la CPI.

Pour la France, il s'agit de faire avaler au monde entier la pilule de son ingérence en Côte d'Ivoire. L'éventualité de voir la France jeter tout sont dévolu dans ce procès, pour ne pas perdre la face, existe. La perdre signifierait, pour la France, la mise à nue de son plan machiavélique et par la même occasion, le dévoilement du complot international, monté de toute pièce, contre Laurent Gbagbo et la Côte d'Ivoire. On imagine bien qu'elle voudra aller jusqu'au bout dans sa logique "d'effacer" les traces de Laurent Gbagbo. Il s'agira de peser de tout son poids, pour

voir, Laurent Gbagbo maintenu pour le restant de ses jours dans les geôles de la Cour Pénale Internationale. Dans cette logique, les médias français ne sont pas en reste. Ils ont dès à présent embouché la trompette de l'intox, dépeignant le président Laurent Gbagbo, comme: « un affreux dictateur ayant massacré son peuple ».

Ce dernier, pour sa part, a d'ores et déjà sonné le début des hostilités en mettant les pieds dans le plat : « j'ai été arrêté sous les bombes françaises ». Pour sa première comparution devant le juge, c'est un homme serein que l'on a vu, nullement intimidé et très à l'aise. Il a une fois de plus démontré qu'il est déterminé et prêt à livrer bataille pour que la vérité éclate enfin au grand jour. La phrase : « Nous irons jusqu'au bout », qu'il a lâché, illustre bien le défi qu'il lance, avant tout, à ses adversaires.

La déportation de Laurent Gbagbo aura eu le mérite d'apporter de l'eau au moulin et de raviver certains débats. Tant elle renvoie avec force à l'interrogation suivante : « Avons-nous les moyens nécessaires, en tant qu'africains, d'inverser l'ordre de la domination occidentale, ou devrions-nous accepter cet ordre établi et faire avec ? » La déportation de Laurent Gbagbo s'inscrit, sans doute, dans la dynamique de ce débat qui divise les africains. Certains estiment qu'il y a ceux qui veulent changer les choses et qui n'y arrivent pas. Selon eux, Laurent Gbagbo ferait partie de ceux-là. Ces mêmes personnes soutiennent que raisonner en termes de combat de « l'Afrique contre l'impérialisme occidental », c'est exprimer un "complexe africain". Que faire alors face à l'attitude hautaine des occidentaux qui n'hésitent pas à piétiner les plus faibles pour imposer leurs intérêts et faire triompher leur hégémonie ? Devrions-nous rester les bras croisés à attendre un hypothétique secours divin ? Certes il faut que l'Afrique aille de l'avant, mais comme nous l'ont maintes fois démontrés nos illustres leaders africains, à travers leurs luttes: « la liberté ne se donne pas, elle s'arrache ». A cela nous pouvons ajouter, avec Roosevelt qu'« il y a quelque chose de pire dans la vie que de ne pas avoir réussi, c'est de ne pas avoir essayé ».

source : Marc Micael

4 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Droits de l'Homme: "il est temps de se demander quel est cet homme qui a des droits et quels sont ces droits".

Komla Kpogli, Secrétaire Général de la Jeunesse Unie pour la Démocratie en Afrique (J.U.D.A) échange avec Lynx.info sur la Côte d'Ivoire, la CPI, les droits de l'Homme et l'Afrique d'une manière générale.

Samedi 10 Décembre 2011

Lynx.info : Bob Denard disait qu'avec les africains : « Il faut montrer la force pour ne plus avoir à s'en servir ». Le traumatisme des ivoiriens dû aux bombardements français ne va-t-il pas rendre définitivement ce peuple amorphe ?

Komla Kpogli : Au-delà du peuple sur le territoire de Côte d'Ivoire, c'est tous les africains qui sont concernés par la question. A la commotion issue des razzias négrières transatlantiques et de la colonisation directe vient s'ajouter le traumatisme créé par les différents types d'agressions dont notre peuple est victime. L'objectif, en assénant ces coups au peuple noir est de l'atteindre psychologiquement, le paralyser dans la réflexion autonome pour ainsi mieux le contrôler et le bloquer dans les actions qui peuvent le conduire à son émancipation. Cette pratique peut être rapprochée de ce qu'on appelle la « stratégie du fou ». Cette stratégie dont l'invention est attribuée à Israël dans les années 50, permet à ceux qui la déploient de montrer à leur ennemi qu'ils sont pourvus d'une force de frappe terrible qu'ils peuvent montrer dans toute sa splendeur à l'occasion et qu'il vaut ainsi mieux se plier à leur volonté que tenter de les affronter.

Même si pour le moment la peur est installée, les mémoires sont traumatisées et les bandits installés au pouvoir dans le territoire de Côte d'Ivoire, ceci ne va pas durer éternellement. La lutte pour la libération d'un peuple est invincible même si elle peut enregistrer ici ou là et à un moment ou à un autre des échecs, ceux-ci ne peuvent empêcher définitivement la victoire finale. C'est pour cette raison qu'il faut tirer tous les enseignements de ce qui s'est passé et de ce qui se passe. Puis, redéfinir aussi bien nos réflexions que nos moyens d'actions ainsi que nos méthodes en fonction de ces analyses. De ce qui vient de se passer dans ce territoire, une première observation s'impose : nos analyses selon lesquelles nous sommes demeurés dans un système colonial, nos analyses selon lesquelles pour combattre la France ne devons savoir ce dont elle est capable dans les territoires africains, nos analyses maintes fois répétées selon lesquelles nous devons nous inscrire dans une démarche globale se confirment. Aucun territoire en solo ne peut sortir des griffes du système colonial. Il faut plus de solidarité, plus de rassemblement et plus de resserrement des liens entre les différents mouvements qui agissent dans chacun des territoires pour en faire un vrai front contre le système. C'est donc le lieu de réitérer l'idée du Front Africain contre le Néocolonialisme (FAN) proposée par la J.U.D.A dans sa déclaration datée du 15 février 2005 et renouvelée dans une autre déclaration le 30 décembre 2010. Ne disons pas plus pour le moment.

Lynx.info : Les 1308 morts de Duekoué en un seul jour par les forces de Ouattara n'ont pas été retenus comme crime de guerre par la CPI....

Komla KPOGLI: Ces crimes sont de « bons crimes » car commis par des individus qui sont du bon côté. Ce sont des agents. Ils sont couverts par l'immunité et ils sont assurés d'une impunité totale puisque ceux qui prétendent rendre justice dans ces cas là, sont justement leurs parrains. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) ne fait pas autre chose lorsque son Monsieur Afrique en la personne du français Florent Geel énonce que la justice, leur justice, plus précisément la très sélective cour pénale internationale n'a pas pour mission de juger tous les criminels. Le même Geel pour immuniser ces bons criminels tentait, déjà en juillet dernier, d'introduire les crimes de Duekoué comme des dégâts relevant d'une sorte de légitime défense face aux projets macabres des « milices pro-Gbagbo » avant de préciser qu'on devait se méfier des témoignages parlant de crimes commis par les dozos et les rebelles de Soro-Ouattara car, estimait-il, il avait été lui-même « confronté à des témoignages bidon et instrumentalisés, essentiellement à Duékoué.» Donc, vous voyez vous-mêmes où on en est.

Face à ces justifications des crimes des forces qu'on veut voir arriver au pouvoir par une organisation présentée comme sérieuse, crédible et impartiale dans ses fameuses enquêtes, il faut dire simplement qu'un jour les africains qui pour le moment, ne comprenant pas l'arnaque des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie venant de l'Occident, se lient naïvement ou pour des miettes de financements de leur business associatif, d'amitié avec ses organisations dites de défense droits de l'homme, comprendront combien ils sont utilisés contre nous-mêmes. Contre leur peuple et contre leur propre avenir et celui de leurs enfants. Car, ces organisations ne sont des outils que pour permettre à l'Occident capitaliste d'atteindre ses objectifs en ciblant de façon farouche les poches de résistance à ses tentacules ; une pratique agrémentée de quelques rares incursions convenues dans les pays amis à qui elles se contentent d'adresser des recommandations à la suite d'enquêtes bien diluées. Ils comprendront enfin que le premier droit de "l'homme africain" c'est le devoir de combattre toute soumission, toute domination et toute forme d'exploitation coloniale. Car, on ne développe pas un continent colonisé. Et en vérité, il n'y a pas de droits de l'homme africain dans un continent soumis et extraverti.

Lynx.info : Du côté de Ouattara on pense que le départ de Laurent Gbagbo à la CPI va réconcilier rapidement les ivoiriens.....

Komla KPOGLI: Oui, c'est un des arguments évoqués pour camoufler cette déportation. En réalité, même s'il a intérêt à voir Gbagbo définitivement écarté et même si la forme donne l'impression qu'il est celui qui décide pleinement, ce n'est pas Ouattara qui est aux commandes. C'est la France qui est en première ligne. Elle veut, par cette déportation, punir ce qu'elle considère comme l'insolence du président Laurent Gbagbo qui a régulièrement eu des positions et des propos que la France ne peut tolérer pendant longtemps dans son espace. Il faut fermer cette parenthèse appelée l'arrogance de Gbagbo qu'on a tenté d'ailleurs de présenter comme un francophobe alors même que les entreprises françaises et des personnalités françaises dominent l'économie du pays et n'ont cessé de le fréquenter. Au fond, avons-nous besoin d'être francophiles ou francophobes ? Non ! Nous avons à défendre les intérêts de notre peuple sans aucun sentimentalisme enfantin. Bref, le territoire de Côte d'Ivoire doit redevenir normal et pour cela, il fallait utiliser les gros moyens. Sarkozy avait fait déclarer à Ouattara qu'il ne faut pas tuer le président Gbagbo pour éviter d'en faire un nouveau martyr africain. Ils le voulaient vivant afin de lui infliger des humiliations qui serviront d'exemple à tous ceux que l'idée de dignité traversera. Ceci s'inscrit dans le canevas tracé par un gouverneur de l'Afrique occidentale qui en 1932 écrivait que la France « ne pouvait admettre à la tête des colonies des dirigeants qui prétendraient faire échec à l'autorité française, soit par inertie systématique, soit dans une résistance ouverte ». Il faut donc, préconisait-il, « neutraliser les ferments de discorde et prévenir la contamination des éléments hostiles à l'action coloniale de la France ». On ne peut mieux résumer la situation. Samory était de ses éléments hostiles, Behanzin était de ces éléments hostiles. Gbagbo aujourd'hui est de ces éléments comme le furent Olympio, Lumumba, Sankara... Mais, malgré la similitude des faits et des pratiques, il existe une bande d'irréductibles négro-occidentalisés trépanés dans les écoles et universités occidentales pour qui tout rapprochement de ce qui est fait contre le président Gbagbo de ces cas précédents relève d'une fraude historique. Comme l'hôpital aime se foutre de la charité, ces petits griots historiquement incultes prétendent que ceux qui essaient de leur rappeler l'histoire sont dans le faux et dans l'aberration.

Or, par leurs fameuses analyses, ces « intellectuels » de « l'élite indigène » font la preuve manifeste qu'ils n'ont jamais lu une seule ligne de la littérature coloniale à propos de Behanzin par exemple. Ils ne peuvent donc rien en déduire. Aussi se permettent-ils de présenter les choses dans un ordre totalement inédit oubliant que si le président Gbagbo était, comme ils l'écrivent, comparable à Mobutu, Sassou ou Gnassingbé, il doit donc manquer une pièce pour que le scénario soit complet car, ces derniers sont restés et restent de bons amis avec ceux qui ont tué en Côte d'Ivoire et capturé le président Gbagbo.

Lynx.info : Le procureur Luis Ocampo parle des ivoiriens qui suivront Laurent Gbagbo à la CPI. Vous le croyez ?

Komla KPOGLI: Oui, il faut le croire. Et ces gens ou personnalités sont tout au plus au nombre de 7, selon les déclarations de Florent Geel, Monsieur Afrique de la FIDH, qui sur ce coup là est plus que le porte-parole de cet inénarrable procureur Ocampo pour qui les crimes contre l'humanité n'ont que le visage noir des africains ; des africains manifestement triés sur le volet. Cet Ocampo n'a pas vu aussi bien les crimes de Gnassingbé, des Bongo, des Sassou, des Biya, des Guélléh, des Déby, des Bozizé...qui font des massacres cycliques une mesure de leur fidélité à leurs mentors que les crimes commis en Irak encore moins ceux commis en Palestine, en Afghanistan et sur les bases militaires de Guantanamo et d'Abou Ghraïb.

Lynx.info : Beaucoup d'analystes disent que Nicolas Sarkozy veut utiliser le cas ivoirien pour avertir que toute lutte pour la libération des peuples africains sera matée. C'est aussi votre avis ?

Komla KPOGLI: C'est une évidence. Mais comme nous l'avions dit un peu plus tôt, cette lutte ne sera jamais arrêtée parce qu'elle est justement une lutte de libération. Ce qui, en revanche, fait vraiment peur c'est le fait que certains africains n'aient pas encore compris ou refusent de comprendre que les territoires africains ne sont en rien indépendants et que du fait de l'assassinat des leaders ou leur renversement par coup d'état, le processus qui conduisait l'Afrique à sa libération a été interrompu. Cette interruption brutale a été menée de main de maître dans l'espace francophone par le Général De Gaulle, vénéré par le peuple français et une quelques africains qui ont attribué ou confirmé l'attribution de son nom à des rues et des places en terre africaine. Une autre source d'inquiétude réside dans le fait que d'autres africains encore considèrent toujours l'Occident comme une partie de la solution sinon la solution alors que l'Occident est bel et bien une bonne partie du problème.

Toutefois, en dehors de la répression brute, le colonialisme utilise d'autres outils plus doux, moins perceptibles pour nombreux africains pour briser la résistance ou en tout cas pour retarder la prise de conscience des africains. Il s'agit entre autres des médias (BBC, RFI, France 24, CNN, Vox of America, Deutsche Welle...) dont les africains en raffolent, car se disent-ils ainsi civilisés en les écoutant, des séries télévisées, des sectes et autres loges maçonniques qui mystifient les plus crédules, de l'école coloniale, du catholicisme colonial, du protestantisme le plus éculé, de l'évangélisme born-again destructeur, du business associatif qui appâte avec des miettes de fonds et financements des esprits qui manifestent des signes de compréhension, des ONG prétendument humanitaires paralysant toute imagination locale et consolidant l'extraversion, des centres culturels français, allemands (instituts Goethe)...faisant des africains qui les fréquentent des amis de ces cultures au détriment de la culture africaine, des institutions telles que la francophonie qui structure patiemment mais résolument la jeunesse africaine en la dotant des CNJ (Congrès National de la Jeunesse) et le Commonwealth promouvant les langues des pays qui les ont pensées aux fins de conserver et renforcer les liens entre les métropoles et les colonies...

Face donc à toute ceci, le chantier est certes immense mais pas impossible. Il faut d'abord que les noirs commencent par s'emparer de la vertu de l'humilité pour apprendre et ainsi recouvrer la mémoire historique, car sans apprentissage point d'ouvrage. Il faudra aussi commencer par admettre que sous un leadership éclairé, les peuples les plus médiocres ont pu faire des bonds dans l'histoire et qu'en conséquence l'attitude typiquement négro-africaine qui nous fait haïr celles et ceux de nos enfants qui sont lucides et capables d'imprimer un rythme de marche relève de la folie qui conduit au suicide. C'est uniquement sous un leadership capable que nous relèveront la tête et dans ce cas, il faut dénoncer les

mesquineries qui nous minent, braquer la torche sur les petits coups bas, éclairer les petits arrangements nocturnes pour isoler, détruire ou court-circuiter les gens les plus vaillants parmi nous et saboter les initiatives les plus audacieuses, ne plus confier aux plus incapables mais qui par la ruse et le torpillage des autres s'accaparent des tâches qu'ils se précipitent à couler dans l'immobilisme le plus paralysant. Dans un souci d'efficacité chacun a certainement une place, mais n'importe quelle place ne convient à n'importe qui. Ce n'est qu'à partir de tout ceci qu'une organisation globale bien structurée et munie des moyens les plus adaptés conduira notre marche vers des plaines vertes après avoir vaincu des difficultés les plus terribles imposées par le système que nous avons en face de nous.

Lynx.info : On a tué au nom de la démocratie en Côte d'Ivoire. Comment expliquez-vous que Ouattara s'apprête à organiser des élections unilatérales sans être inquiété par l'UE, la CEDEAO, l'UE ?

Komla KPOGLI: Il ne peut y avoir « démocratie » dans un cadre colonial. Le concept de démocratie a servi à habiller une guerre de reconquête d'un territoire qui était passé aux mains d'un homme et ses amis qui n'avaient pas été cooptés. Ce sont des intrus qu'on a chassés et on ne peut, en aucun cas sous le prétexte d'une notion démocratique qu'on ne définit d'ailleurs jamais, les faire revenir. Le but de tout ce qui se passe, une fois encore, est que ce territoire redevienne normal et rentre dans les rangs. Le pouvoir colonial n'est partagé véritablement qu'avec les femmes et les hommes qui ont l'aptitude d'assumer froidement les dégâts qu'ils infligent aux populations tout en étant chaleureux et hyperactifs dans la défense des intérêts extérieurs et les leurs propres. A moins que les dirigeants du Front Populaire Ivoirien dispose d'un capital humain bien aguerri qu'il introduit intelligemment dans le système pour des missions précises ou à moins d'inverser le rapport de force brutalement sur le moyen ou long terme, Ouattara et ses acolytes s'ils ont la santé et aussi longtemps qu'ils seront dociles, resteront au pouvoir sous un protectorat occidental et avant tout français. Tant pis pour ceux qui pensent qu'Alassane Ouattara est mis au pouvoir pour faire autre chose.

Lynx.info : L'organisme des droits de l'homme Human Right Watch salut le transfèrement de Laurent Gbagbo....

Komla KPOGLI: Elle n'est pas la seule organisation dite de défense des droits de l'homme à se réjouir de cet événement qui n'est qu'une étape supplémentaire après une longue marche qui entraîne l'homme Gbagbo à la sortie. A travers cette épisode, ces ONG qui défendent tout sauf le droit du peuple noir à résister contre toute forme de domination et de soumission collective établies souvent à la suite des guerres d'agression, révèlent leur vraie nature. Nous sommes donc arrivés à un moment où les africains qui se sont laissés prendre à leur jeu, doivent commencer par se demander quel est cet homme qui a des droits et quels sont ces droits que ces organisations défendent vraiment. Mais, il faut le redire, le terrorisme occidental n'aura pas triomphé. Il aura vaincu probablement un résistant comme ce fut le cas avec l'assassinat de Nasser, de Sylvanus Olympio, de Lumumba, de Biko, et plus loin de Behanzin, de Samory et de tant d'autres résistants anonymes massivement tués. Ce terrorisme n'a pas triomphé et ne triomphera jamais pour la simple et bonne raison que la résistance qui lui est opposée en Afrique ne se réduit pas à une personne, aussi immense fut-elle. Elle est systémique et populaire. Elle est un souffle qui se transmet.

Interview réalisée par Camus Ali Lynx.info

Vendredi 09 décembre 2011

Komla Kpogli, Secrétaire Général de la Jeunesse Unie pour la Démocratie en Afrique (J.U.D.A) échange avec Lynx.info sur la Côte d'Ivoire, la CPI, les droits de l'Homme et l'Afrique d'une manière générale.

Samedi 10 Décembre 2011

http://www.alterinfo.net/Droits-de-l-Homme-il-est-temps-de-se-demander-quel-est-cet-homme-qui-a-des-droits-et-quels-sont-ces-droits_a67775.html

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 COTE D'IVOIRE : POURQUOI LA FRANCE EN VEUT A GBAGBO !

La Côte D'Ivoire, devenue l'une des colonies de la France depuis la conférence de Berlin de 1885, continue après les indépendances factices, d'être la vache à lait de cette vorace puissance colonisatrice. Malgré ces indépendances, et pour satisfaire leurs besoins sans cesse croissants en matières premières, les dirigeants français vont installer à la tête de leurs ex-colonies leurs hommes de main, des personnes disposées à leur brader les richesses africaines.

Ce fut le cas en Côte D'Ivoire avec Houphouët Boigny, pion essentiel de la françafrique, pour enraciner l'hégémonie de la France en Afrique. C'était le prix à payer pour que celui-ci puisse demeurer longtemps au pouvoir. C'est pourquoi, la France avec l'aide de ses « préfets » africains s'employait à tuer ou chasser du pouvoir tous les responsables politiques africains qui s'opposaient à ses intérêts.

Ainsi furent tués ou chassés du pouvoir Modibo Keita du Mali, Sylvanus Olympio du Togo, François Tombalbaye du Tchad, Hamani Diori du Niger, Thomas Sankara du Burkina Faso, Pascal Lissouba du Congo et bien d'autres. De même, tout africain n'ayant pas l'onction de l'Elysée et qui s'opposait au Président parrainé, subissait la même furia. C'est le sort réservé aujourd'hui à Gbagbo.

I – GBAGBO, l'opposant d'HOUPHOUËT

Historien et enseignant, très tôt, Gbagbo va s'employer à ouvrir l'esprit des élèves, des étudiants et autres cadres de la nation ivoirienne aux réalités politiques de la Côte D'Ivoire ; ceci contre les usages du parti unique pourtant parti démocratique de Côte D'Ivoire (PDCI) habitué à défendre les intérêts de la France. C'est pourquoi, il fut plusieurs fois abusivement arrêté et jeté en prison. Mais cela n'altérera en rien sa vision d'une Côte d'Ivoire libre et démocratique.

Pour confirmer ses ambitions politiques, Gbagbo, avec certains de ses camarades issus de toutes les régions de Côte d'Ivoire, crée clandestinement un parti, le Front Populaire Ivoirien (FPI), d'obédience socialiste. Il dote ce parti d'un programme de gouvernement solide avec l'ambition d'impulser à son pays un développement fondé sur une meilleure exploitation de ses matières premières agricoles et minières ainsi que des ressources humaines ivoiriennes au bénéfice de la Côte d'Ivoire.

Cette prise de position ne peut évidemment plaire à la France des réseaux impérialistes et mafieux. Gbagbo qui a, en son temps, accepté son statut d'opposant et qui n'a pas tendu la main au puissant Houphouët et à la France, refusant ainsi toute tentative de corruption, va réclamer le multipartisme dès 1990 et contraindre pacifiquement le pouvoir PDCI à accepter, contre son gré, la pratique des règles démocratiques.

Il n'est donc pas un héritier de l'houphouétisme et des réseaux françafricains. Gbagbo est l'enfant des élections, parvenu au pouvoir par des élections transparentes, démocratiques, organisées par son adversaire Feu le Général Guéï Robert.

II – GBAGBO AU POUVOIR

Après son accession au pouvoir, il s'est employé à réconcilier les ivoiriens, pendant que ses opposants, en particulier le RDR, parti du Chef de l'Etat imposé aux ivoiriens avec l'aide de la France et du Burkina-Faso, manigançaient itérativement des mauvais coups pour lui arracher le pouvoir par la violence armée.

Son humanisme a permis, de faire revenir d'exil l'ex- Président Bédié, de mettre fin au mandat d'arrêt international lancé contre Ouattara pour faux et usage de faux par son allié d'aujourd'hui ; de soulager officiellement et financièrement les anciens Présidents, premiers ministres, ministres et cela sans discontinuer.

Son courage politique lui a permis d'honorer l'invitation de l'ex- Président français Chirac, qu'il connaissait bien comme étant le parrain de ses opposants violents. Ce courage l'a amené à revenir au pays, après l'échec du coup d'état du 19 septembre 2002, alors que le Président français d'alors lui proposait hypocritement le gîte et le couvert à Paris. Ce courage l'a encore poussé, à se dresser contre la guerre de la France, des USA et autres soit disant membres de la communauté internationale, à refuser le deal à lui proposé par Sarkozy et Obama pour céder le pouvoir à celui qui n'a pas gagné les élections. Ainsi Obama, l'africain n'a pu saisir l'opportunité de rentrer dans l'histoire en apportant sa contribution à la libération totale de l'Afrique du néocolonialisme comme l'avait fait en son temps le Pape polonais Jean Paul II pour la libération des pays d'Europe de l'Est avec la chute du mur de Berlin.

Contrairement à bien d'autres Présidents africains, Gbagbo même au pouvoir, a continué de garder sa simplicité, son humour, sa compassion pour ses compatriotes y compris ses adversaires politiques dans la maladie et dans le deuil ; bref c'est un Président pas comme les autres, très proche du peuple, faisant de lui un vrai nationaliste, contrairement à ces Présidents- préfets parachutés et imposés par la France.

Au plan politique, Gbagbo est un fin stratège ; ce que lui reconnaissent ses pires adversaires étrangers et ivoiriens qui le considèrent par leurs faits et gestes comme un ennemi. Il a toujours prôné le consensus. C'est pourquoi il fait régulièrement usage du slogan « asseyons nous et discutons », écartant ainsi toute violence et toute accession au pouvoir par la force, contrairement à ses adversaires que soutient la France. Dans le déroulement de sa politique, Gbagbo a institué la décentralisation en créant les conseils généraux, démocratisant ainsi l'appareil politique et administratif.

Au plan financier, Il a fait élaborer et mettre en œuvre, pour moins dépendre des institutions de Bretton Woods, un budget sécurisé fondé sur les richesses et revenus propres de son pays et cela à l'étonnement des dirigeants français. C'est dans cet ordre aussi que, par une gestion rigoureuse, reconnue d'ailleurs par le FMI et la BM, la Côte D'Ivoire a été inscrite à l'initiative PPTE. Il a toujours payé, à temps, les salaires des agents de l'état sans recourir à des aides financières étrangères, en particulier françaises, alors qu'une grande partie des ressources du pays était pillée par la France et les rebelles à sa solde. Il a même pu rétablir les avancements salariaux donnant ainsi à tous les fonctionnaires des revenus plus importants. Il a mis fin à l'injustice des salaires à deux vitesses, imposées par Ouattara alors 1er ministre. Gbagbo a encore répondu favorablement aux revendications des syndicats en augmentant les indices salariaux de base et en débloquant les avancements gelés depuis les années 80 ; et cela sans le concours ni l'autorisation de la France qui, au contraire par les institutions de Bretton Woods, prônait la diminution de la masse salariale dans le but d'appauvrir les ivoiriens.

Toutes ces actions de développement mises en œuvre par le Président Gbagbo ont naturellement conduit les ivoiriens à lui renouveler leur confiance lors de la dernière présidentielle qu'il a légalement, légitimement et véritablement remportée, n'en déplaise à la France, à ses alliés américains et onusiens qui n'ont trouvé que la solution de le chasser du pouvoir par le coup d'état le plus long et le plus meurtrier que le monde ait connu.

Ce traquenard électoral, pour reprendre le terme du « Général » sans arme destructrice Blé Goudé, arrêté par la France et ses alliés impérialistes bien avant l'élection présidentielle dont Gbagbo a laissé l'organisation à ses adversaires politiques du RHDP, va amener le bloc putschiste à le déporter manu

militari et illégalement à la CPI. Honte à la France et à toute cette clique de cyniques et mafieux donneurs de leçons qui ne sont en rien des modèles.

III GBAGBO à la CPI

C'est la continuation du projet colonial de déporter toujours les opposants loin de leur lieu d'origine pour les faire mourir à petit feu et mettre fin à leur carrière politique, qui se perpétue, cette fois à l'aide d'institutions internationales et même mondiales de soit disant justice dont la CPI. En pratique, cette CPI est une institution d'injustice aux mains des gouvernants occidentaux et des multinationales pour assujettir et asservir les dirigeants nationaux des pays pauvres. Si non, Chirac et Sarkozy en 2004 et 2010, par les tueries massives de civils ivoiriens aux mains nues de leur armée méritent amplement d'être traduits devant les juridictions de la CPI.

Par la déportation de Gbagbo, Ouattara et son parrain Sarkozy, tentent d'humilier le Président patriote, qui n'a fait que défendre son pays contre ces rebelles criminels formés et commandités par la France ; il s'agit de faire disparaître le parti créé par ce panafricaniste, le Front Populaire Ivoirien, de mettre fin à la carrière de celui qui ne veut pas adhérer aux sectes pernicieuses des gouvernants occidentaux.

Toutefois l'espoir demeure que par les audiences de la CPI, la vérité sur le coup d'état le plus sanglant et le plus long fomenté par la France éclate au grand jour pour la planète entière. Il faut donc continuer de retransmettre en direct ces audiences contrairement au désir secret de la France frileuse. Ce sera ainsi la fin de la culture du mensonge néocolonialiste à moins que les conclusions et les décisions du tribunal ne soient déjà imposées aux juges de la CPI par la France et ses alliés.

A l'analyse, la déportation du Président Gbagbo à la Haye apparaît clairement comme la manifestation de la haine injustifiée de deux hommes politiques l'un africain, l'autre européen contre un homme qui a su à leurs endroits faire preuve d'amour, de pardon, en permettant la candidature de l'un, en faisant voter une loi d'amnistie pour des rebelles et leurs parrains, en continuant d'offrir de gros marchés à des entreprises françaises qui, à la vérité, ne le méritaient pas. La traduction de Gbagbo devant les juridictions de la CPI est donc la concrétisation de l'ingratitude de ce couple de franc-maçons.

La France, pour mieux exploiter l'Afrique et la Côte d'Ivoire en particulier, en veut à Gbagbo, démocrate dans l'âme, défenseur des libertés qui, par sa politique et ses actions, fait la promotion de la vraie liberté et de la vraie démocratie en Afrique. En effet, c'est seulement du bout des lèvres que les dirigeants français parlent de démocratie en Afrique car la véritable démocratie ne sert pas forcément les intérêts français mais d'abord et avant tout, les intérêts africains.

Il est vrai que volontairement Gbagbo, qui est loin d'être francophobe, a concédé aux entreprises françaises des secteurs d'activité stratégique ivoiriens mais il refuse d'être le préfet d'un quelconque colonisateur.

Un tel homme attaché à son peuple ne peut accepter une offre aussi mirobolante soit-elle, présentée par la France, les USA et d'autres puissances occidentales pour s'exiler et abandonner son peuple à la tyrannie des partisans de la France.

A La Haye, Gbagbo continue d'être lui-même, n'ayant rien à se reprocher ; il garde son humour, sa simplicité, son courage, sa combativité et peut déclarer avec aise « je suis venu, nous irons jusqu'au bout ». C'est pourquoi Gbagbo reviendra libre, pour reprendre sa place à la tête de la Côte d'Ivoire comme Mandela en Afrique du Sud. C'est ainsi que sera mis fin au néocolonialisme français dans le monde.
KOBAZEYRET Laurent

<http://www.ivoirediaspo.net/cote-divoire-pourquoi-la-france-en-veut-a-gbagbo/>